

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 97
N° 10.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI OTEANIA

MAHANA 7
NO ME 1948.

ABONNEMENTS				ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS	
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS				
Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.		Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.			Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.	PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.		Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
				Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.		Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
						Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1947 6 juil. Instruction n° 142, aux intermédiaires (Avis relatif à la réquisition de certaines valeurs mobilières étrangères libellées en dollars U.S.A.).....	155

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1948 4 mai Arrêté 610 a.e., fixant de nouveau le prix de vente du pain	160
--	-----

AVIS OFFICIELS

Avis aux Exportateurs et Importateurs.....	160
Enquête de commodo et incommodo. — M. de Rogier.....	161
Avis au sujet d'un concours pour le grade de commis principal de 6 ^e classe, du cadre local des Affaires Administratives	161
Avis au sujet d'un concours pour le recrutement de trois commis de 10 ^e classe du cadre local des Affaires Administratives.....	161
Avis au sujet d'un concours pour dix postes de chiffeurs stagiaires..	161

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Caisse Centrale de la France d'Outre-mer.

Paris, le 6 juillet 1947.

INSTRUCTION N° 142, AUX INTERMÉDIAIRES

(avis relatif à la réquisition de certaines valeurs mobilières étrangères libellées en dollars U. S. A.)

Les dispositions du décret n° 46-1698 du 26 juillet 1946 portant réquisition des valeurs mobilières étrangères sont ren-

dues applicables, à dater du jour de publication du présent avis au Journal officiel de la Colonie, dans les conditions et délais ci-après précisés, aux valeurs mobilières libellées en dollars U. S. A. qui figurent sur la liste annexée au présent avis.

TITRE I.

des personnes atteintes par la réquisition.

1. — Sont tenues de l'obligation de céder leurs valeurs :

a) les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français et ayant leur résidence habituelle en France, en Algérie ou dans un territoire relevant du ministre de la France d'outre-mer;

b) les personnes morales pour leurs établissements dans les mêmes territoires.

Sont toutefois provisoirement dispensées de l'obligation de cession les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français dont la résidence habituelle se trouve dans l'Union Indochinoise ou les Etablissements français de l'Inde ainsi que les personnes morales pour leurs établissements dans l'Union Indochinoise ou dans les établissements français de l'Inde.

2. — Les banques, agents de change, courtiers en valeurs mobilières, établissements financiers, sont tenus de l'obligation de cession non seulement pour les valeurs qui leur appartiennent en propre, mais pour les valeurs appartenant à leur clientèle.

3. — Lorsque des valeurs sont déposées en compte joint, conservées dans un coffre loué conjointement par plusieurs personnes, ou font l'objet de propriété indivise, chacun des titulaires du compte, des locataires du coffre et des propriétaires indivis est tenu de l'obligation de cession pour l'ensemble des valeurs.

4. — Lorsque la personne tenue de l'obligation de cession est absente ou empêchée, l'obligation incombe à son fondé de pouvoirs.

Ce terme doit être pris dans son acception la plus large et s'applique notamment à toute personne qui, soit du fait de dispositions légales (tuteurs, curateurs, administrateurs séquestres), soit du fait de décisions judiciaires (administrateurs judiciaires), soit du fait de conventions particulières (administrateurs de biens, notaires, liquidateurs amiables, exécuteurs testamentaires, etc...) gère pour le compte d'autrui des valeurs mobilières étrangères.

TITRE II

des valeurs soumises à la réquisition.

1.— Sont soumises à la réquisition les valeurs figurant sur la liste visée au § 1^{er} du présent avis, quelle que soit leur forme : titres au porteur, valeurs nominatives représentées par un certificat nominatif, valeurs nominatives non représentées par un certificat nominatif (1).

2.— Sont seules soumises à la réquisition celles de ces valeurs qui appartiennent aux personnes visées au titre 1^{er} à la date du présent avis. Echappent en conséquence, à la réquisition, celles de ces valeurs que lesdites personnes viendraient à acquérir postérieurement à cette date.

3.— Les valeurs réquisitionnées le sont avec la jouissance qu'elles ont à la date du présent avis (2), soit sur la place de New-York, soit sur toute autre place des Etats-Unis, si elles ne sont pas traitées à New-York.

Il en résulte :

Que les revenus échus antérieurement à cette date sont acquis aux anciens propriétaires des valeurs, sans qu'il y ait lieu de faire de distinction selon que lesdits revenus ont ou n'ont pas été effectivement encaissés ;

Que les revenus venant à échéance postérieurement à cette date ne doivent au contraire pas revenir aux anciens propriétaires des valeurs, à l'exception, toutefois, pour les obligations, de la fraction des intérêts qui, à la date de réquisition, étaient déjà courus les cours de cotation aux Etats-Unis ne tenant pas compte de ces intérêts. Au cas exceptionnel où les anciens propriétaires des valeurs réquisitionnées auraient reçu la disposition d'intérêts ou dividendes ne devant pas leur revenir, ces intérêts ou dividendes seraient déduits du montant de l'indemnité de réquisition.

Que le Trésor français exerce au lieu et place des anciens propriétaires tous les droits attachés aux titres à la date de réquisition et dont la valeur est incluse dans le cours servant à déterminer le prix de réquisition.

Que les anciens propriétaires ne peuvent exercer les droits, quelle qu'en soit la nature : droits de souscription, d'attribution, d'option, etc..., attachés aux titres réquisitionnés, dès l'instant que les décisions des sociétés ou collectivités émettrices ayant donné naissance à ces droits sont postérieures à la date de réquisition ; ils sont tenus, dans tous les cas, de céder au Trésor français tous les pouvoirs qu'ils pourraient avoir reçu à cet égard, desdites sociétés ou collectivités émettrices.

(1) Les titres appelés au remboursement total antérieurement à la date de publication du présent avis ne figureront pas sur la liste des valeurs réquisitionnées. Il est rappelé, qu'aux termes de la réglementation en vigueur, l'encaissement de ces titres doit obligatoirement être effectué dans un délai d'un mois à compter de la date d'exigibilité, le produit en devises de l'opération étant immédiatement cédé au Fonds de Stabilisation des Changes.

(2) Soit le 6 juillet 1947 qui est la date de sa publication au *Journal officiel* de la Métropole.

Les modalités d'application de ces dispositions, ainsi que les solutions aux problèmes fiscaux qui peuvent se poser à cette occasion, sont précisées aux intermédiaires par l'Instruction de la Banque de France (+) dont ils prendront connaissance à l'Office des changes comme pour l'application de l'Instruction n° 82 relative à la réquisition de certaines valeurs libellées en sterling.

(+) brochure verte.

TITRE III

De la procédure générale de réquisition.

CHAPITRE 1^{er}.

Titres matériellement conservés en France (1) (titres au porteur, certificats nominatifs).

A.— Rôle du propriétaire des titres :

a) Titres au porteur : le propriétaire n'a d'autres diligences à faire que d'accuser réception à l'établissement dépositaire d'une lettre que lui écrit celui-ci pour lui communiquer la liste de ceux de ses titres qui sont cédés en exécution de la réquisition ;

b) Valeurs nominatives : le propriétaire doit s'adresser à l'intermédiaire chez qui le certificat est en dépôt, afin de lui remettre un ordre de transfert dans les conditions qui lui seront précisées par cet intermédiaire.

B.— Rôle des établissements dépositaires :

a) Dispositions propres aux titres au porteur. L'établissement dépositaire est tenu de mettre le titre en état de bonne livraison, en se conformant à cet égard aux indications données par l'Instruction de la Banque de France. Il doit, notamment, détacher les coupons portant un numéro antérieur à celui dont il est précisé qu'il doit rester attaché au titre ;

b) Dispositions propres aux valeurs nominatives. L'établissement dépositaire fait signer par le titulaire du certificat nominatif un ordre de transfert sans préciser le nom du cessionnaire, ni le prix de la cession ;

c) Dispositions communes aux titres au porteur et aux valeurs nominatives. Les titres au porteur, les certificats nominatifs et les ordres de transferts font l'objet de remises à la Banque de France, au Service de réquisition des valeurs mobilières étrangères, 16 rue de Thann, Paris 17^{ème}. Ces remises comportent la confection de plis et la rédaction de bordereaux. Confection des plis et rédaction des bordereaux sont effectuées selon des modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

Les remises sont adressées au Service de réquisition, soit directement par les établissements dépositaires soit par l'intermédiaire d'organismes collecteurs.

C.— Rôle des organismes collecteurs :

Sont considérés comme organismes collecteurs :

Le siège des établissements de banque à succursale multiples pour leurs diverses agences, succursales, conservations ;

Les chambres syndicales d'agents de change pour les charges y rattachées ;

Les chambres des courtiers en valeurs pour les charges y rattachées.

(1) On entend dans le présent avis par "France" les territoires ci-dessus visés au titre 1, § 1.

Ces organismes collecteurs rassemblent les remises de leurs ressortissants et en effectuent la livraison au Service de réquisition en se conformant aux instructions données par la Banque de France.

D. — Rôle du service de réquisition des valeurs mobilières étrangères :

Ce service reçoit les remises qui lui parviennent soit des organismes collecteurs, soit des établissements dépositaires non rattachés à un organisme collecteur. Il assure l'envoi des titres à ses correspondants aux Etats-Unis.

E. — Remarque importante :

Le paiement de l'indemnité de réquisition afférente aux valeurs visées au présent chapitre est subordonné :

En ce qui concerne les titres au porteur, à la production d'une attestation de propriété non ennemie signée par l'établissement dépositaire et analogue à celle exigée par l'Instruction n° 73 aux Intermédiaires, relative au service des valeurs mobilières émises aux Etats-Unis et appartenant à des personnes résidant en Zone franc ;

En ce qui concerne les titres nominatifs, si l'Office des changes n'a pas déjà délivré le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 aux Intermédiaires, relative aux avoirs français aux Etats-Unis, à la production des pièces justificatives prévues par ladite Instruction : demande de déblocage, tableau modèle n° II et pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence.

Si le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 a déjà été délivré, l'établissement dépositaire en donne certification au service de réquisition.

Ces diverses formalités doivent être accomplies selon des modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

CHAPITRE II.

Titre au porteur matériellement déposé aux Etats-Unis - Certificats nominatifs matériellement déposés aux Etats-Unis - Inscriptions nominatives sur les livres d'une collectivité non représentées par un certificat nominatif.

A. — Rôle du propriétaire des titres :

Le propriétaire des titres est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France (1) et de remettre à celui-ci :

S'il s'agit de titres au porteur, un ordre prescrivant au dépositaire de livrer les titres à un correspondant du Service de réquisition aux Etats-Unis ;

S'il s'agit de valeurs nominatives représentées par un certificat, un ordre prescrivant au dépositaire du certificat de livrer celui-ci à un correspondant du Service de réquisition aux Etats-Unis, accompagné d'un ordre de transfert ne précisant ni le nom du cessionnaire, ni le prix de la cession.

Au cas où les titres réquisitionnés sont conservés dans un coffre ou ailleurs que dans une banque, le propriétaire doit, avant de suivre la procédure ci-dessus, prendre toutes mesures utiles pour les faire mettre à la disposition du correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire en France choisi par lui.

B. — Rôles des intermédiaires :

Les intermédiaires doivent :

a) Assurer l'établissement des documents visés au § A précédent ;

b) les adresser :

Soit à l'établissement dépositaire aux Etats-Unis s'il s'agit de titres au porteur ou de valeurs nominatives représentées par un certificat ;

Soit au Service de réquisition s'il s'agit de valeurs nominatives non représentées par un certificat.

Les modalités d'exécution de ces diverses opérations, ainsi que les conditions d'établissement et d'expédition des bordereaux auxquelles elles donnent lieu, sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

C. — Remarque importante :

La livraison des valeurs mobilières visée au présent chapitre n'est pas assujettie à des formalités de déblocage, mais si les diligences prescrites par l'Instruction n° 32 n'ont pas été accomplies, le paiement de l'indemnité de réquisition afférente à ces valeurs est subordonné, aussi bien en ce qui concerne les titres au porteur que les titres nominatifs, à la production des pièces justificatives prévues par ladite Instruction : demande de déblocage, tableau modèle n° II, et, pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence.

Si le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 a déjà été délivré, certification doit être donnée au Service de réquisition par les établissements ayant transmis l'ordre de livraison. Ces diverses formalités doivent être accomplies selon des modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

CHAPITRE III.

Titres au porteur et certificats nominatifs matériellement déposés à l'étranger ailleurs qu'aux Etats-Unis.

A. — Titres conservés au Canada :

Les diligences à exercer sont les mêmes que pour les titres conservés matériellement aux Etats-Unis. La livraison des titres est toutefois subordonnée à l'accomplissement des formalités de déblocage afférentes aux avoirs français au Canada. En conséquence, l'intermédiaire résidant en France doit, avant de transmettre l'ordre de livraison :

Soit inviter le propriétaire à entreprendre ces formalités s'il ne l'a pas encore fait ;

Soit s'assurer qu'elles ont été accomplies et en donner avis au dépositaire canadien.

B. — Titres conservés dans d'autres pays :

1. - Rôle du propriétaire des titres. — Le propriétaire des titres est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France et de lui remettre un ordre prescrivant au dépositaire étranger d'envoyer les titres à l'intermédiaire en France. Si les titres sont bloqués dans leurs pays de conservation, il est tenu d'effectuer les formalités de déblocage.

2. - Rôle des intermédiaires. — Les intermédiaires sont tenus d'assurer l'expédition de ces ordres.

Lorsque les titres sont parvenus en France, la procédure de livraison prévue au chapitre 1^{er} ci-dessus est mise en œuvre ; elle doit s'accompagner, le cas échéant, et selon modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France, de la production des pièces justificatives prévues par l'Instruction n° 32 (demande de déblocage, tableau modèle n° II

(1) voir la note (1) figurant au bas de la page 156, 2^{me} colonne ;

et, pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence), à moins que la livraison des valeurs au Service de réquisition ou à l'un de ses correspondants américains ait été procédé de formalités de déblocage propres au pays de conservation.

TITRE IV

Des délais.

1 - Délais imposés aux propriétaires des titres. — Les propriétaires de titres sont tenus de procéder aux diligences auxquelles ils sont astreints dans les quinze jours de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la colonie (1).

2 - Délais imposés aux intermédiaires. — Les intermédiaires sont tenus de procéder aux diligences auxquelles ils sont astreints dans un délai d'un mois :

A compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la colonie, lorsque aucune intervention du propriétaire des titres n'est nécessaire pour la livraison ou la cession des titres ;

A compter de la remise des ordres de livraison ou de transfert lorsque de tels ordres sont nécessaires.

Les organismes collecteurs sont tenus de procéder à l'expédition des plis au fur et à mesure de leur réception.

3 - Tout retard peut être sanctionné par une retenue opérée :

Sur le montant de l'indemnité de réquisition lorsque le retard est le fait du propriétaire des titres ;

Sur le montant de leur commission lorsque le retard est le fait des intermédiaires.

TITRE V

Des indemnités de réquisition et de leur règlement.

I. — Montant de l'indemnité.

L'indemnité de réquisition est égale au montant en dollars U.S.A. des valeurs réquisitionnées tel qu'il résulte du dernier cours coté avant la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la Métropole pour ces valeurs sur la place de New York ou sur toute autre bourse des Etats-Unis si les titres ne sont pas négociables à New York.

L'indemnité de réquisition afférente à des obligations tient compte à la fois du cours des titres et de la fraction d'intérêts courus entre la dernière échéance et la date de réquisition.

Pour les valeurs qui ne sont pas cotées sur un marché régulier aux Etats-Unis, l'indemnité sera égale au dernier cours pratiqué à New-York avant la date du présent avis par les courtiers spécialisés dans la négociation des titres intéressés.

La conversion en francs, sera effectuée sur la base du cours acheteur pratiqué pour le dollar par le Fonds de Stabilisation des changes à la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la Métropole.

Si des valeurs sont livrées à la réquisition sans avoir fait au préalable l'objet de déclarations ou de dépôt dans les délais impartis pour l'exécution de ces obligations, l'indemnité est diminuée du montant des pénalités exigibles pour défaut d'exécution desdites obligations. A cet égard, le Ministre des

Finances, usant de son pouvoir transactionnel, est disposé à n'infliger aux propriétaires qui, ayant omis de déclarer ou de déposer leurs titres, les livreraient à la réquisition dans les délais prescrits, qu'une amende égale :

- à 10 % de la contre valeur de ces titres, si cette contre valeur est comprise entre 20.000 et 100.000 frs métropolitains ;
- à 15 % de la contre valeur de ces titres, si cette contre valeur est comprise entre 100.000 et 250.000 frs métropolitains ;
- à 20 % de la contre valeur de ces titres, si cette contre valeur est comprise entre 250.000 et 500.000 frs métropolitains (1).

Il va de soi que le prélèvement de ces amendes, qui régularisera définitivement la situation des intéressés au regard de la réglementation des changes, ne dispensera pas les personnes coupables de non-déclaration de se mettre en règle avec les administrations fiscales.

II. — Règlement de l'indemnité.

Le montant des indemnités afférentes aux titres réquisitionnés est réglé aux bénéficiaires :

Soit pour les valeurs livrées au Service de réquisition, par l'intermédiaire de l'établissement qui a remis les titres ;

Soit, pour les valeurs livrées directement aux correspondants américains du Service de réquisition, par l'intermédiaire de l'établissement qui a transmis les ordres de livraison.

Le règlement est effectué après que le Service de réquisition a reçu avis de ses correspondants aux Etats-Unis que les titres au porteur ont été jugés de bonne livraison ou que le transfert des valeurs nominatives a été réalisé. Ce règlement est toutefois subordonné, le cas échéant, à l'accomplissement des formalités de déblocage prévues au titre III, chapitres I^{er}, II et III ci-dessus.

TITRE VI

Des frais afférents à la réquisition.

1 - Les frais afférents à la mise des titres en état de bonne livraison sont à la charge des propriétaires des titres. Leur montant est déduit du montant de l'indemnité versée à ces propriétaires, selon des modalités qui sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

Ces frais sont les seuls qui soient supportés par les propriétaires des titres.

2 - Tous autres frais sont à la charge du Trésor français.

Les conditions dans lesquelles ces frais sont remboursés aux intermédiaires français et étrangers qui les ont engagés sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

TITRE VII

De certains particuliers.

I. — Titres dépendant d'une succession.

A. — Succession ouverte en France :

Le point de savoir si les titres compris dans une succession non liquidée sont ou non soumis à la réquisition est réglée

(1) Dans le cas où les formalités exigées du propriétaire des titres nécessitent l'intervention d'un représentant consulaire des Etats-Unis, ce délai est porté à un mois.

(1) Aucune amende ne sera infligée si la contre valeur des titres est inférieure à 20.000 francs métropolitains. Des décisions particulières du ministre interviendront si la contre valeur des titres est supérieure à 500.000 francs métropolitains.

en considération, non pas de la personne du decujus, mais en considération de celle des héritiers et légataires.

Si, en exécution des volontés du decujus, les titres soumis à réquisition doivent être individuellement attribués à tel ou tel héritier ou légataire nommément désigné, ces titres sont ou ne sont pas cessibles selon que l'héritier ou le légataire entre ou n'entre pas dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition.

Si les titres soumis à réquisition n'ont pas fait l'objet de la part du decujus d'une attribution à tel ou tel héritier ou légataire, il y a lieu de distinguer deux hypothèses :

Ou bien tous les héritiers et légataires entrent dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition : dans ce cas, l'ensemble des titres doit être cédé, à la diligence de l'administrateur de la succession ;

Ou bien certains héritiers et légataires entrent dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition et d'autres n'y entrent pas. Dans ce cas, l'administrateur de la succession est tenu de céder une fraction de la masse des titres réquisitionnables égale à la quote-part de ces titres devant revenir aux héritiers et légataires atteints par la réquisition.

B. — Succession ouverte à l'étranger :

Lorsque des titres soumis à réquisition dépendent d'une succession ouverte à l'étranger, les héritiers entrant dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition sont tenus de faire toutes diligences pour entrer en possession des titres, et de les faire déposer à leur nom chez un intermédiaire en France ou aux Etats-Unis, ils doivent ensuite, et selon le cas, se conformer à la procédure générale applicable à la cession des valeurs déposées en France ou à la cession des valeurs déposées aux Etats-Unis.

II. — Titres affectés à la garantie d'une dette.

A. — Le créancier réside en France.

Les titres doivent être livrés à la réquisition. Les droits qu'avait le créancier sur les titres sont reportés sur l'indemnité de réquisition.

B. — Le créancier réside à l'étranger :

L'exécution de la réquisition est reportée au jour où les titres sont libérés en exécution du contrat qui liait le débiteur et le créancier. Le débiteur est, dès à présent, tenu de faire connaître sa situation à l'Office des changes.

III. — Titres immatriculés au nom d'un "nominee" aux Etats-Unis.

Lorsque les titres soumis à réquisition ont été confiés à un "nominee", c'est-à-dire à une personne physique ou morale, au nom de laquelle ils sont immatriculés, le propriétaire réel est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France et de lui remettre des instructions à destination du "nominee".

Ces instructions établies selon des modalités qui sont précisées aux intermédiaires par l'instruction de la Banque de France, invitent le "nominee" à transférer ou à faire transférer la propriété des titres, en état de bonne livraison, à l'un des correspondants du Service de réquisition des valeurs mobilières désignés dans cette Instruction.

IV. — Titres sous couvert de personnes physiques ou morales ayant reçu certains pouvoirs de gestion ou de disposition ci-après dénommées "trustees".

A. — Définitions :

a) le "trustee" est la personne physique ou morale à qui l'acte constitutif du "trust" a confié le "fonds" du "trust" ou toute personne qui lui est substituée ;

b) le "bénéficiaire" est toute personne physique ou morale qui est en droit de recevoir du "trustee" tout ou partie des revenus ou du capital du "fonds" du "trust" ;

c) le "fonds" du "trust" est l'ensemble des biens, meubles et immeubles, corporels et incorporels, confiés au "trustee" ou provenant de leur emploi ;

d) le "constituant" (settlor) est la personne qui a constitué le "trust", soit à son propre bénéfice, soit au bénéfice de membres de sa famille ou de tiers quelconques ;

e) le mot "trust" dans le présent décret est pris dans son sens le plus large, tel qu'il ressort de la législation qui le régit.

B. — Obligation des "trustees" et "bénéficiaires".

a) Le "trustee" réside en France. — Le "trustee" est tenu de céder les titres soumis à réquisition faisant partie du "fonds" du "trust", toutes les fois que le ou les "bénéficiaires" ou certains d'entre eux, entrent dans la définition donnée au titre I ci-dessus des personnes atteintes par la réquisition.

Cette obligation s'impose au "trustee", nonobstant toutes clauses conventionnelles figurant dans l'acte constitutif du "trust" ou toutes dispositions légales régissant celui-ci privant le ou les "bénéficiaires" provisoirement ou définitivement, du droit d'administrer les titres faisant partie du "trust" ou d'en disposer en pleine propriété.

Le "trustee" a seul qualité pour recevoir l'indemnité de réquisition, à charge par lui d'effectuer, s'il y a lieu, tous remboursements ;

b) Si le "trustee" réside aux Etats-Unis ou dans tout autre pays, le "bénéficiaire" doit s'adresser à un intermédiaire en France et déposer chez lui :

L'original ou une copie certifiée conforme de l'acte constitutif du "trust" dont il tient ses droits ;

L'inventaire des biens de toute nature constituant le "fonds du trust" à la date du présent avis.

L'intermédiaire remet l'acte de "trust" à l'Office des changes pour examen des clauses qu'il contient, ainsi que l'inventaire, pour relever des valeurs mobilières libellées en dollars qui y figurent.

Par dérogation aux dispositions du titre IV ci-dessus intitulé "Des délais", le dépôt de l'acte de "trust" et de l'inventaire des biens constituant le fonds de celui-ci, doit être fait par le "bénéficiaire" avant le 1^{er} octobre 1947. Les autres délais prévus au titre IV ci-dessus demeurent applicables aux autres obligations mises par le présent paragraphe à la charge des "bénéficiaires" ou des intermédiaires.

Après cet examen, le "bénéficiaire" doit remettre à l'intermédiaire des instructions à destination du "trustee". Ces instructions établies selon des modalités qui sont précisées aux intermédiaires par l'instruction de la Banque de France, invitent le "trustee" à accomplir les actes nécessaires, selon les cas, pour parvenir au transfert des titres. Lorsque l'intervention du "Constituant" du "trust" est nécessaire pour la validité des instructions à donner par le "bénéficiaire" au "trustee" le "constituant" est tenu de donner son plein concours à cet effet. Les conditions d'exécution de ce

transfert sont précisées au "trustee" par l'un des correspondants aux Etats-Unis du service de réquisition des valeurs mobilières étrangères.

V. — Titres ayant fait l'objet d'une négociation en Bourse immédiatement avant la réquisition et non encore livrés.

Si, à la suite de la réquisition, des titres antérieurement vendus n'ont pas encore été livrés, l'opération doit être dénouée préalablement à toute mesure qui serait prise en exécution du présent avis. L'obligation de cession incombe à l'intermédiaire entre les mains duquel la livraison doit être faite pour le compte de l'acheteur et non à celui qui détient effectivement les valeurs au jour où prend effet la réquisition.

Le Directeur Général,
G. PORTEL-VINAY.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 610 a.e., fixant de nouveau le prix de vente du pain.

(Du 4 mai 1948).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 pris pour son application aux colonies ;

Vu l'avis émis par la commission de surveillance des prix dans sa séance du 20 avril 1948 ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 mai 1948,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont fixés ainsi qu'il suit, à compter de la date de la publication du présent arrêté, les prix de vente du pain dans l'île de Tahiti :

Pris à la boulangerie..... 11 frs, 25 le kilo
Livré à domicile 11 frs, 50 le kilo.

Art. 2. — Les contraventions à l'article 1^{er} ci-dessus seront poursuivies conformément à la loi.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1948.

P. MAESTRACCI.

AVIS OFFICIELS

AVIS

aux Exportateurs et Importateurs.

Les exportateurs et les importateurs des territoires d'outre-mer de l'Union française sont tenus de domicilier les opérations qu'ils effectuent avec l'étranger chez un intermédiaire, de leur territoire, agréé auprès de l'Office local des changes. La présente instruction a pour but de préciser les modalités d'application de l'obligation de domiciliation qui incombe aux importateurs comme aux exportateurs.

I. — DOMICILIATION DES EXPORTATIONS

1) Avant toute expédition de marchandises à destination d'un pays étranger quelconque, l'exportateur doit faire choix d'une banque de son territoire ayant qualité d'intermédiaire agréé à laquelle il donne mandat de recevoir le paiement de l'exportation qu'il effectue. Cette banque a seule qualité pour créditer l'exportateur :

— soit directement en francs si l'exportation est réglée par le débit d'un compte étranger en francs utilisables à cette fin dans le cadre de la réglementation des changes ;

— soit après cession des devises à l'Office des changes si l'exportation est réglée en monnaie étrangère. Il est rappelé, en tant que de besoin, que ces devises ne peuvent être cédées qu'à l'Office des changes du territoire exportateur (à l'exclusion de tout Office d'un autre territoire quelconque de l'Union française) par virement au compte dudit Office chez son correspondant à l'étranger.

2) L'exportateur fait connaître à son acheteur étranger le nom et l'adresse de l'intermédiaire agréé "domiciliaire" qu'il a désigné comme il est indiqué au § 1). C'est en faveur de cet intermédiaire agréé que l'acheteur étranger ordonnera le transfert des fonds correspondant au paiement du prix de la marchandise.

3) Les demandes de licences d'exportation doivent désormais comporter un exemplaire de plus que les demandes formulées jusqu'à ce jour et doivent être accompagnées de deux exemplaires de la facture.

4) Avant leur présentation aux Services Economiques du territoire les demandes de licence doivent être revêtues de la mention de domiciliation par la banque intermédiaire agréée choisie par l'exportateur. Cette mention doit être libellée comme suit :

Exportation domiciliée chez.....

Nom et adresse précise de l'intermédiaire agréé

Cachet à date de l'intermédiaire agréé

Signature autorisée de l'intermédiaire agréé.

5) L'absence de la mention de domiciliation sur une formule de licence entraîne :

- le refus des Services Economiques de signer la licence,
- le refus de l'Office des changes de la viser,
- le refus du Service des Douanes de laisser sortir les marchandises.

6) L'exemplaire supplémentaire de la licence prévu ci-dessus doit, après signature par les Services Economiques et visa de l'Office des changes, être adressé à la banque domiciliaire avec un exemplaire de la facture.

7) A chaque sortie effective de marchandises exportées sur l'étranger, l'exportateur doit communiquer à la banque domiciliaire l'exemplaire de la licence d'exportation sur lequel la sortie de la marchandise aura été émargée par le Service de la Douane. La banque annote l'exemplaire en sa possession et peut ainsi suivre le rapatriement du produit de l'exportation quant à son montant et quant au délai dans lequel il est effectué.

II. — DOMICILIATION DES IMPORTATIONS

1) Avant tout achat de marchandises dans un pays étranger quelconque, l'importateur doit faire choix d'une banque de son territoire ayant qualité d'intermédiaire agréé à laquelle il donne mandat d'effectuer le paiement de la mar-

chandise qu'il importe. Cette banque à seule qualité pour régler le vendeur étranger, selon le cas :

- soit en francs par le crédit d'un compte étranger en francs utilisable à cette fin dans le cadre de la réglementation des changes ;

- soit en devises par l'entremise de son correspondant dans le pays étranger, après achat des devises à l'Office des changes. Il est rappelé à cette occasion que ces devises ne peuvent être achetées qu'à l'Office des changes du territoire importateur (à l'exclusion de tout Office d'un autre territoire quelconque de l'Union française) par virement du compte du dit Office au compte de l'intermédiaire agréé chez son correspondant à l'étranger.

2) L'importateur fait connaître à son vendeur étranger le nom et l'adresse de l'intermédiaire agréé domiciliataire qu'il a désigné comme il est indiqué au § 1). C'est par l'entremise de cet intermédiaire agréé que les fonds correspondant au prix de la marchandise seront transférés en faveur du vendeur étranger.

3) Les demandes de licences d'importation doivent désormais comporter un exemplaire de plus que les demandes formulées jusqu'à ce jour et doivent être accompagnées de la facture en original et copie, la copie pouvant être établie par l'importateur et certifiée conforme par lui.

4) Avant leur présentation aux Services Economiques du territoire les demandes de licences doivent être revêtues de la mention de la domiciliation par la banque intermédiaire agréée choisie par l'importateur. Cette mention doit être libellée comme suit :

Importation domiciliée chez.....
 Nom et adresse précise de l'intermédiaire agréé
 Cachet et date de l'intermédiaire agréé
 Signature autorisée de l'intermédiaire agréé

5) L'absence de la mention de domiciliation sur la formule de licence entraîne :

- le refus des Services Economiques de signer la licence,
- le refus de l'Office des changes de la viser,
- le refus du Service des Douanes d'autoriser l'entrée des marchandises.

6) L'exemplaire supplémentaire de la licence prévu ci-dessus doit, après signature par les Services Economiques et visa de l'Office des changes, être adressé à la banque domiciliataire avec un exemplaire de la facture.

7) A chaque entrée effective de marchandises importées en provenance de l'étranger, l'importateur doit communiquer à la banque domiciliataire l'exemplaire de la licence d'importation sur lequel l'entrée de la marchandise aura été émargée par le Service des Douanes. La banque annote l'exemplaire en sa possession. Ces annotations permettent à la banque de suivre l'importation des marchandises quant à leur montant et quant au délai dans lequel cette importation doit être effectuée.

Lorsque l'importation prévue sur la licence est entièrement réalisée et au plus tard, à l'expiration du délai de va-

lidité de la licence, la banque domiciliataire doit s'assurer que la valeur des marchandises importées correspond au montant des devises achetées pour le règlement de cette importation déduction faite le cas échéant, du reliquat des devises inutilisées, rétrocédées par l'importateur dans les conditions prescrites par les textes en vigueur.

Enquête de *commodo et incommodo*

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de commodo et incommodo*" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1^{er} mai 1948, sur une demande formulée par M. de Rogier, demeurant à Punaauia, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un moteur Ting Tim de 12 v, 300 watts, pour l'éclairage de sa propriété.

L'enquête dont il s'agit, sera close le 15 mai 1948, à 17 heures.

M. Bernast, Alexis, Subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 27 avril 1948.

Le Gouverneur,

P. MAESTRACCI.

AVIS

Un concours pour le grade de Commis principal de 6^{me} classe du cadre local des " Agents des Affaires Administratives ", aura lieu les 8 et 10 juin 1948, dans les conditions fixées par l'arrêté N° 604/C du 28 Juin 1946.

(Décision N° 228/C du 14 Février 1948).

AVIS

Un concours pour le recrutement de trois commis de 10^{me} classe du cadre local des " Agents des Affaires Administratives ", aura lieu les 1^{er} et 2 Juin 1948, dans les conditions fixées par l'arrêté N° 604/C du 28 Juin 1946.

(Décision N° 229/C du 14 Février 1948).

AVIS

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-mer en date du 3 avril 1948, un concours pour DIX postes de chiffreurs stagiaires est ouvert les 6 et 7 juillet 1948, dans les conditions prévues par l'arrêté du 9 août 1947.

Par dérogation à l'article 4, la date limite d'inscription des candidats est fixée au 5 juin 1948.